

Enquête / Djihadisme

« Génération Daech »

L'explication qui dominait jusqu'ici - misère sociale, rejet par la société occidentale - est de plus en plus contestée. La majorité des jeunes partis d'ici pour devenir djihadistes seraient plutôt animés par une soif de révolte. Aux accents nihilistes.

Par **Soraya Ghali**, avec **François Janne d'Othée**

Sa bouille juvénile est apparue partout, sur une photo qui a fait le tour du monde : une barbe naissante, le doigt levé, extrêmement déterminé. Bilal Hadfi, « Billy du Hood » (« de la rue ») dans sa vie numérique, était le plus jeune terroriste identifié des attentats de Paris : 20 ans, cadet d'une fratrie de quatre, ayant grandi dans une cité bruxelloise.

Le 13 novembre, il s'est fait exploser à proximité du Stade de France. Autrefois timide et fumeur de joints, il s'est progressivement radicalisé. Ses proches racontent qu'au printemps 2014, la Palestine, d'abord, puis la Syrie, ont pris une place plus importante dans ses discussions et que son vocabulaire est devenu plus guerrier et religieux. En février de cette année, Bilal est parti en Syrie. Comme Sean Pigeon et Samy, qui avaient rejoint l'Etat islamique, en novembre 2012, avec trois amis de leur quartier de Laeken, dans le nord-ouest de Bruxelles. Ils étaient alors les premiers Belges à s'être envolés pour la Syrie...

Les Européens sont pris de vertige en découvrant, semaine après semaine, le nouveau visage de leurs enfants qui partent s'enrôler dans les rangs de l'insurrection djihadiste ou en éprouvent la tentation : ils sont jeunes, tantôt de famille musulmane, tantôt convertis, ruraux ou urbains, issus de milieux en difficulté ou des classes moyennes et parmi eux des jeunes filles, parfois des couples avec enfants... En Belgique, selon les derniers chiffres communiqués par le procureur fédéral, sur 494 djihadistes belges partis en Syrie et en Irak, l'immense majorité appartient à la communauté d'origine marocaine ou sont des convertis. Actuellement, 272 se trouvent en Syrie, 13 sont en transit vers cette destination. Les autres sont rentrés ou morts. Beaucoup d'hommes, issus de la deuxième génération surtout, une cinquantaine de femmes et une trentaine de mineurs.

●●● Comment expliquer une telle épidémie ? Comment devient-on terroriste en étant né et en ayant grandi en Belgique ? Ces jeunes semblaient intégrés. Ils n'étaient pas fraîchement débarqués d'un pays musulman. Personne ou presque ne semble avoir évalué leur degré de radicalisation. Ils n'avaient en rien l'apparence d'une bande de salafistes. Les frères Abdeslam ? Des petits caïds, vendeurs de shit, noceurs, connus pour des délits de droit commun. Abdelhamid Abaaoud ? Fils d'un commerçant de vête-

ments plutôt aisé, lui aussi fumeur de shit, buveur d'alcool, glandeur, auteur de larcins divers.

Un tel paradoxe semble donner raison à Olivier Roy, directeur de recherche et professeur à l'Institut universitaire européen de Florence : ce sont les musulmans *born again* et surtout les convertis – un quart des partants – qui livrent une première clé d'explication. « Ils montrent, dit-il au Vif/L'Express, qu'il ne s'agit pas de musulmans radicalisés mais de radicaux islamisés. Phénomène qui touche une frange marginale de la jeunesse en général et

non le cœur de la population musulmane. Qui concerne aussi des candidats n'ayant jamais souffert du racisme et avec peu de raisons de s'identifier à une communauté musulmane. » L'analyse qui domine – la misère affective et sociale, l'emprise sectaire et le recrutement via le Web – ne serait donc plus la plus pertinente pour vraiment comprendre l'enrôlement djihadiste. « On perçoit ces jeunes comme des victimes d'un simple endoctrinement et de rabatteurs du djihad, mais c'est un faux discours », estime Serge Garcet, docteur en psychologie et directeur du service de victimologie de l'ULg. « C'est leur nier la capacité de poser des choix. Ces jeunes revendiquent leur identité radicale. Ce sont eux qui vont chercher sur les sites ce qui renforce cette identité. Ils sont volontaires lorsqu'ils partent. Ils ne sont pas manipulés. Ils étaient en attente, "prédjihadistes" avant même de rencontrer l'offre djihadiste. »

Des adolescents « attardés »

On le voit dans le réservoir européen de l'Etat islamique : les nouveaux djihadistes font partie d'une même génération, ou plutôt d'une même tranche d'âge : 23 ans en moyenne. Ils sont aussi ce que les psychanalystes appellent des « post-adolescents » : à l'image des Abdeslam – 31, 29 et 26 ans – qui habitaient encore chez leurs parents, collés les uns aux autres. Seul l'aîné, Yazid, s'est marié et a quitté la maison. Génération de crise et... génération en crise. Mais, comme les convertis d'ailleurs, ils rompent avec leurs parents, « ou plutôt avec ce que leurs parents représentent en termes de culture et de religion », écrit Olivier Roy dans son dernier ouvrage (1).

Les nouvelles recrues d'Europe proviennent très rarement d'un schéma familial pratiquant traditionnel. Ces jeunes sont en pleine situation de déculturation : leurs familles sont originaires d'un premier pays ; ils ont été éduqués dans un autre, occidental ; avant de partir faire le djihad dans un troisième. Leurs parents ne leur ont rien transmis de l'islam. « Pour la plupart d'entre eux, ils sont totalement autodidactes en la matière. Ils ne comprennent pas l'arabe, ne l'apprennent pas. Très souvent, ces jeunes ont été désislamisés et ne

connaissent même pas les prières quotidiennes. Ils se contentent de marqueurs extérieurs, de comportements, de façons d'être. Lorsqu'on les questionne, on se heurte à la même réponse : ils sont en lutte contre une société de mécréants, signale Serge Garcet, qui a rencontré des jeunes revenus des camps d'entraînement. Quand, brusquement, ils coupent avec « l'islam ignorant des *darons* », celui de leurs pères, perverti par les influences culturelles, ethniques, nationales, ils choisissent l'islam radical et tentent en vain d'y convertir leurs parents. C'est-à-dire un islam fondé sur le fantasme d'une *oumma* (« communauté ») planétaire, homogène mais attaquée et qu'il faut sauver corps et âme. Un islam qui sépare le licite de l'illicite, la vérité du complot. « Ils se tournent vers quelque chose qui n'est pas leur point de départ. Un islam qui leur permet de se reconstruire tout seuls. Car ils ne veulent ni la culture de leurs parents ni une culture "occidentale", devenues symboles de leur haine de soi », souligne Olivier Roy.

En rupture avec leur famille, les jeunes djihadistes sont également désocialisés et ne participent guère à la vie religieuse locale. « C'est sans doute l'élément clé à prendre en compte dans le basculement de l'action violente, considère Hassan Bousetta, docteur en sciences politiques et sociales et directeur adjoint au Centre d'études de l'ethnicité et des migrations (ULg). Ils sont mal intégrés dans la communauté musulmane. » Ainsi, ils n'ont jamais été particulièrement dévots. Peu d'entre eux fréquentent la mosquée du quartier et on ne leur connaît pas de passage par une organisation politique, dans le sens d'un militantisme classique. Ni de lutte réelle : ils ne manifestent pas pour l'Irak ou la Palestine, ne montent pas une association pour soutenir un orphelinat en Syrie. Aucun n'a fait de sérieuses études religieuses. « Aucun ne s'intéresse à la théologie. Aucun ne s'intéresse à la nature du djihad ou à celle de

l'Etat islamique. Ils n'ont aucune conscience des différents conflits ou des différentes factions qui s'inscrivent dans le théâtre irako-syrien », détaille Serge Garcet.

Une fois radicalisé, un chef de bande peut ainsi se muer en gourou, en pseudo-émir autour duquel se rassemblent des émules plus ou moins proches : frères, copains... Un groupe de « potes » qui se sont rencontrés dans le quartier, au club de foot ou en prison et qui partagent des expériences fortes. Centrés sur eux-mêmes, ces copains recréent une fraternité, une famille et basculent collectivement dans l'action. Ce sont ces parcours que l'on retrouve chez les frères Kouachi, auteurs du massacre de *Charlie Hebdo*, les frères Clain, qui se sont convertis ensemble, les frères Abdeslam et Abdelhamid Abaaoud, qui kidnappe son petit frère. « Le recrutement se fait de façon horizontale, essentiellement par des pairs. C'est la parenté et l'amitié qui pèsent, beaucoup plus que la religion ou le quartier », enchaîne Serge Garcet.

Pourtant, comment expliquer le passage à l'acte ? Aucun conflit hors Europe n'a attiré autant de combattants européens. « Le passage à l'acte est facilité par le passé de petit délinquant. Ces jeunes ont déjà reconstruit leur cognition mentale et modifié leur neutralisation morale : ils ont volé, agressé... L'autre n'existe déjà plus », relève Serge Garcet. Et pourquoi Daech ? Selon Olivier Roy, parce que l'Etat islamique offre à ces « jeunes paumés de la mondialisation » fascinés par la mort, un sens, une cause, un vrai terrain où ils peuvent se réaliser, un récit d'héroïsme et la garantie de faire la Une dans les médias. Aujourd'hui, de nombreux experts partagent cette analyse, tel Farhad Khosrokhavar, sociologue spécialiste de l'islam, auteur de *Radicalisation* (2) : « Le passage à l'islam radical donne à ces jeunes une légitimité et une "dignité" qu'autrement ils n'ont pas à leurs propres yeux. Tant qu'ils sont délinquants, ils se savent hors la loi. En adhérant à l'islam radical, ils deviennent eux-mêmes les dispensateurs de la norme, contre ceux qui les jugeaient de haut. Souvent, cela ●●● se cumule avec un héroïsme et un désir de martyr qui les libère du souci de se protéger, et leur prouve à eux-mêmes leur supériorité morale par rapport à une société qui a peur de mourir, alors qu'eux acceptent d'aller jusqu'au bout de leur idéal devenu mortifère. »

Au fond, ce qu'ils disent, c'est que la vie n'a plus de valeur, ni la leur, ni celle des autres. Dans les messages qu'ils laissent,

« Ils sont mal intégrés dans la communauté musulmane »



BILAL
HADFI



SALAH
ABDESLAM



BRAHIM
ABDESLAM



CHERIF
KOUACHI



SAID
KOUACHI



ABDELHAMID
ABAAOUD



YOUNES
ABAAOUD

certaines évoquent une « renaissance ». Ils seraient donc plus attirés par la violence que par l'utopie et la charia. Cette nouvelle génération de djihadistes rejoindrait Daech avant tout parce que, nous affirme le philosophe François De Smet, « c'est la meilleure "marque" de l'action nihiliste présente sur le marché, celle qui garantit le plus d'impact ». C'est aussi le seul « label » dans lequel ils trouvent une logique anti-impérialiste, que l'extrême gauche ne fournit plus. « Et pour adhérer à l'ultra-gauche ou à l'écologie radicale, il faut avoir lu, afficher un profil d'intello, ce que ces jeunes ne font ni ne sont », poursuit Olivier Roy.

Pourquoi pas les Turcs ?

Mais, par ricochet, le parcours de ces djihadistes a jeté des interrogations sur la communauté turque, qui représente un peu plus de 200 000 individus. Partout, le constat est le même : en Belgique, aux Pays-Bas, en France et même en Allemagne : chez les jeunes Européens d'origine turque, on observe très peu d'engagement au martyre. Pourquoi ? Selon Coskun Beyazgül, directeur général de la Diyanet de Belgique, la très officielle « Eglise » musulmane turque, un point essentiel se situe dans la frustration historique et postcoloniale, que les Turcs n'éprouveraient pas. Le djihadisme s'appuie en effet sur un « idéal islamique blessé ». La notion recouvre une certaine réalité historique du monde musulman au début

du XX^e siècle : la fin du dernier empire (ottoman), l'abolition du principe de souveraineté du califat, le dépeçage des territoires par les puissances coloniales. Les musulmans passent de la position de maîtres à celle de subalternes chez eux. Ça ressemble à l'humiliation du traité de Versailles pour l'Allemagne. « Pour l'idéologie radicale, c'est là que résident les malheurs actuels des musulmans. D'où le but de Daech de reconstituer l'Etat islamique impérial », déclare Coskun Beyazgül. Il semble bien que la communauté marocaine se révèle plus poreuse à l'idée d'un islam blessé. « C'est la raison pour laquelle il ne faut pas exclure la dimension religieuse dans le radicalisme violent. Des familles entières sont parties pour réinstaurer un califat », rappelle Hassan Bousetta.

Si la communauté belgo-marocaine est durement touchée par les départs, ce serait

aussi parce qu'elle serait devenue plus perméable au wahhabisme et au salafisme. Pour le ministre Rachid Madrane (PS), « le péché originel, en Belgique, a été de confier les clés de l'islam en 1973 à l'Arabie saoudite pour s'assurer un approvisionnement énergétique ». Résultat : la pratique de l'islam apaisé qui était celle des personnes qu'on a fait venir du Maroc, a été infiltrée par du wahhabisme, du salafisme. « C'est ça qu'on paie aujourd'hui. » En Belgique,

cette mouvance est soutenue par la présence d'imams et de conférenciers formés à Médine, en Arabie saoudite, par le développement Internet et par des chaînes satellitaires relayant le discours des prédicateurs salafistes et, depuis peu, l'ouverture, par exemple, de centres de formation aux sciences islamiques.

« Le Maroc a contribué à créer des mosquées en Belgique mais le contrôle y est moins important que dans celles gérées par la Turquie. Les imams y font un peu ce qu'ils veulent », ajoute Michaël Privot, converti à l'âge de 19 ans et islamologue. La communauté belgo-turque, elle, est très organisée et structurée, surtout en Flandre. Chez les Belgo-Turcs, l'islam s'enseigne encore sur un mode de transmission vertical, de maître à élève, et surtout de vive voix. Les mosquées sont fréquentées en famille et les jeunes y prient souvent avec leur père ou grand-père : une bonne façon de désamorcer l'extrémisme. Et en refusant de recruter les imams dans la communauté d'expatriation, la Diyanet s'assure une transmission religieuse (et comportementale) conforme au modèle original, à celui qui prévaut dans le pays d'origine des parents, en sous-estimant peut-être les évolutions en cours en Belgique. Cette stratégie implique que les agents de cette transmission doivent être fraîchement débarqués du pays d'origine, autrement dit, ils doivent être « authentiques » : les imams prêchent en turc (un prêche identique dans toutes les mosquées) et la grande majorité n'est pas

francophone. « Il y a bien sûr une part de contrôle, mais cela favorise aussi la cohésion de la communauté, analyse le psychologue Altay Manço, directeur scientifique à l'Institut de recherche formation et action sur les migrations (Irfam). C'est ce qu'Erkan Toguslu, chercheur à la KULeuven, appelle une démarche de « première génération perpétuelle » : elle consiste à faire en sorte que les enfants nés sur le sol belge possèdent la même islamité que leurs parents ; ce qui renforce également l'identité turque et un fort référentiel à la Turquie. « La religion des Turcs, c'est le nationalisme, alors que du côté marocain, c'est davantage la méfiance qui règne à l'égard du pouvoir en place à Rabat, complète Altay Manço. Du coup, le Turc se profile comme un "mitoyen", et le Marocain davantage comme un citoyen. Le premier va respecter les règles dans le sens "on ne vous embête pas mais ne nous embêtez pas non plus", tandis que le second se revendique davantage comme un habitant de la maison, avec les droits subséquents. »

Reste une particularité de la communauté belgo-turque : on y réussit ensemble, en famille par exemple. On aide les autres, on s'y prête de l'argent. « En termes de création

« Ces jeunes revendiquent leur identité radicale »

d'entreprises, la différence saute aux yeux : 20 % des Turcs sont indépendants, contre 8 à 10 % de Marocains, pointe Altay Manço. Et ces entrepreneurs travaillent aussi avec la Turquie, qui a connu une forte croissance. Au sein de la communauté belgo-marocaine, c'est par contre une solidarité intrafamiliale et bien moins communautaire qui joue, les Belgo-Marocains ayant davantage parié sur l'intégration via l'école et les études supérieures. » ●

S. G. et F. J. O.

(1) **En quête de l'Orient perdu,**

Entretiens avec Jean-Louis Schlegel, par Olivier Roy, Seuil, 288 p.

(2) **Radicalisation, par Farhad**

Khosrokhavar, éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, coll. « Interventions », 191 p.

Radicalisme : pourquoi les prisons ne sont pas prêtes

Le plan d'action contre la « radicalisation en prison » de Koen Geens est très laborieux à mettre en route. Voici pourquoi.

Après les attentats de Paris du 13 novembre, le gouvernement Michel a promis que tous les djihadistes belges qui reviennent de Syrie passeraient directement par la case prison. Entre les déclarations d'intention et les actes, il y a parfois de la marge. Après l'attentat contre *Charlie Hebdo* et le démantèlement d'une cellule terroriste à Verviers, en janvier dernier,

le même gouvernement s'était engagé à lutter contre le radicalisme en prison en isolant les recruteurs et les prosélytes. On évalue à 77 le nombre de détenus islamistes radicaux « à surveiller » de près. Qu'en est-il onze mois plus tard ? Côté francophone, la section spéciale prévue à cet effet au sein de l'établissement d'Ittre est toujours vide...

Il a fallu attendre le 22 octobre pour que le ministre de la Justice Koen Geens (CD&V) lance concrètement son plan d'action contre la « radicalisation dans les prisons ». L'élément central de ce plan est l'aménagement d'une aile spécifique dans deux prisons du pays – à Bruges côté flamand, à Ittre côté francophone – pouvant chacune accueillir une vingtaine de détenus. A Ittre, l'infrastructure est prête. « Les travaux sont terminés », confirme Christophe Huvaere, agent pénitentiaire et délégué CSC. Côté re-

crètement, il y a eu davantage de volontaires pour travailler dans cette aile que le nombre attendu de 26 agents. Les syndicats n'en sont pas moins inquiets.

« D'abord le cadre général de la prison n'est pas rempli, il manque une trentaine d'agents, déplore Michel Jacobs, permanent CGSP. Ensuite, le plan de rationalisation du gouvernement visant à supprimer 10 % de fonctionnaires est maintenu à Ittre, malgré l'ouverture de la section. Absurde ! » Même ton du côté des autres syndicats qui, ensemble, avaient déposé un préavis de grève au niveau de l'établissement d'Ittre peu de temps avant les attentats du 13 novembre. Hasard du calendrier : une réunion a eu lieu le 16 avec le cabinet Geens.

« Ce jour-là, nous nous sommes retrouvés face à un mur. Les représentants du ministre ne voulaient rien entendre. Nous avons claqué la porte de la réunion comme un seul homme », relate Laurence Clamart, permanente CSC. Résultat : les syndicats attendent une nouvelle date pour une réunion de seconde

chance, avant de lancer la grève. « Ce n'est pas qu'une question de personnel, souligne Laurence Clamart. Nous demandons aussi que les agents affectés à la section radicalisme bénéficient d'un suivi, car ils seront confrontés huit heures par jour à des manipulateurs. Ce n'est pas évident à gérer. »

Par ailleurs, si les formations ad hoc des agents ont débuté à Hasselt, seuls

la direction et le service psychosocial d'Ittre ont commencé à être formés, selon Michel Jacobs. Quant à savoir quel est le contenu de la formation... « Nous ne sommes pas au courant », dit le permanent CGSP. En outre, l'expert international attendu pour superviser le programme « déradicalisation » n'est pas près d'arriver, vu que, comme l'a révélé *De Standaard*, l'inspection des finances vient de recalculer l'engagement de ce spécialiste car il n'y a pas eu d'appel d'offres. Ce qui peut prendre des mois.

Enfin, autre souci : les imams qui viennent en prison sont étroitement associés au plan d'action. Le hic est qu'ils doivent aussi être formés par l'expert international. Mais, surtout, ils ne sont pas assez nombreux, vu l'ampleur de la tâche. Comme nous l'écrivions le 13 février dernier, le cadre prévoit 18 imams équivalents temps plein pour les 36 établissements du pays. Or, côté francophone, il manquait, il y a un an déjà, deux imams sur neuf. « Depuis lors, l'effectif n'a toujours pas été augmenté, regrette Ibrahim Bouhna, conseiller en chef des imams pénitentiaires. Pire : nous allons bientôt perdre un troisième imam. » Bref, un an après *Charlie*, le plan d'action a du plomb dans l'aile. ● **Thierry Denoël**